



Licenciements et oppression en Palestine : les syndicats français de journalistes solidaires de leurs consœurs et confrères

Les syndicats français de journalistes SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes et SGJ-FO ont appris avec consternation la décision du réseau qatari Al Jazeera de résilier les contrats de 26 collègues travaillant pour Al Jazeera Mubasher dans la bande de Gaza. La chaîne envisage de confier leurs missions à une entreprise de médias privée, manquant aux engagements pris à leur égard. Ces professionnels exercent depuis de nombreuses années dans des conditions extrêmement difficiles, et plus encore depuis les massacres perpétrés par le Hamas le 7 octobre 2023 et la guerre engagée par Israël, qualifiée de génocide par une commission d'enquête mandatée par l'ONU.

Alors que la bande de Gaza reste inaccessible à la presse internationale, ils consentent à de lourds sacrifices, et poursuivent leur mission d'informer le monde entier, malgré les bombes et les attaques ciblées. Selon le décompte de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), en moins de trois ans, au moins 268 journalistes et travailleurs des médias y ont perdu la vie, faisant de la guerre à Gaza le plus grand massacre de professionnels de l'information de l'histoire récente.

Il y a tout juste un an, du 10 au 16 août 2025, sept d'entre eux étaient tués en une semaine, dont cinq travaillaient pour Al Jazeera : Anas al-Sharif, Mohammed Qreiqeh, Ibrahim Zaher, Moamen Aliwa, Mohammed Noufal, Mohamed Al-Khaldi, Marwa Ashraf Mushallam. Nous ne les oublions pas.

Les syndicats français de journalistes s'associent au Syndicat des journalistes palestiniens (PJS) et appellent Al Jazeera à revenir sur sa décision et à engager un dialogue urgent et sérieux avec nos confrères et consœurs, afin de parvenir à une solution juste qui garantisse leurs droits et préserve leur dignité professionnelle.

Par ailleurs, le SNJ, le SNJ-CGT, la CFDT-Journalistes et le SGJ-FO condamnent une nouvelle fois les nombreuses attaques dont sont victimes les travailleurs des médias palestiniens de la part de l'armée et des colons israéliens dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie occupée. Agressions physiques, attaques à l'aide de bombes sonores et de gaz lacrymogènes, arrestations, interrogatoires, torture, détentions, entraves à la couverture médiatique, perquisitions au domicile de journalistes et dans les locaux des médias, saisie et destruction de matériel...

Selon le le PJS, rien qu'en juillet 2026, au moins 108 atteintes à la liberté d'informer ont été documentées, 90% ayant lieu en Cisjordanie. Ces actes visent à empêcher les journalistes d'exercer leur métier et privent les citoyens du droit à une information libre et indépendante.

La Fédération internationale des journalistes (FIJ), le SNJ et le SNJ-CGT ont saisi la justice française en déposant plainte auprès du procureur national anti-terroriste. Il s'agit d'une plainte contre X, pour entraves à la liberté d'informer et pour crimes de guerre.

Les syndicats SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes et SGJ-FO, membres de la FIJ, réitèrent leur solidarité pleine et entière avec les journalistes et travailleurs des médias palestiniens qui, avec un courage inouï, continuent de nous informer malgré tout.

Paris, le 14 août 2026